

GFL ENVIRONMENTAL INC. RAPPORT DE GESTION

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024

Le rapport de gestion qui suit (le « **rapport de gestion** ») de GFL Environmental Inc. (« **nous** », « **nos** », « **notre** », « **GFL** » ou la « **Société** ») est daté du 1^{er} août 2024 et il fournit de l'information sur nos résultats d'exploitation et notre situation financière pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024. Ce rapport de gestion doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et aux notes annexes pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024 (les « **états financiers intermédiaires** »), à nos états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (les « **états financiers annuels** ») et à notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (le « **rapport de gestion annuel** »).

1. Aperçu de la Société

GFL est la quatrième société de services environnementaux diversifiés en importance en Amérique du Nord, avec des activités partout au Canada et dans plus de la moitié des États américains. GFL comptait plus de 20 000 employés au 30 juin 2024.

GFL a été constituée le 5 mars 2020 en vertu des lois de la province de l'Ontario. Nos actions à droit de vote subalterne sont négociées à la Bourse de New York (la « **NYSE** ») et à la Bourse de Toronto (la « **TSX** ») sous le symbole « **GFL** ».

Information prospective

Le présent rapport de gestion, et particulièrement les rubriques intitulées « Sommaire des facteurs qui influent sur le rendement » et « Situation de trésorerie et sources de financement » présentées ci-après, contient des déclarations prospectives et de l'information prospective (collectivement, l'« **information prospective** ») au sens des lois sur les valeurs mobilières américaines et canadiennes, respectivement. L'information prospective comprend toutes les déclarations qui n'ont pas uniquement trait aux faits passés et courants, peuvent avoir trait à des événements ou résultats prévus et peuvent comprendre des déclarations sur nos objectifs, nos projets, nos buts, nos stratégies, nos perspectives, nos résultats d'exploitation, notre performance financière et opérationnelle, nos prévisions et nos occasions. Dans certains cas, on reconnaît l'information prospective à l'emploi de verbes ou d'expressions comme « planifier », « cibler », « croire », « s'attendre à », « être susceptible de », « se produire », à la forme affirmative ou négative, au futur ou au conditionnel, et à l'emploi de termes comme « budget », « estimation », « perspective », « prévision », « projection », « stratégie », « avis », « intention », « possibilité », « éventualité » ou d'autres termes semblables. Toutefois, l'information prospective ne contient pas toujours ces termes ou expressions. En outre, les déclarations faisant état de nos attentes, nos intentions, nos prévisions ou d'autres faits ou circonstances à venir contiennent de l'information prospective. Les déclarations qui contiennent de l'information prospective ne portent pas sur des faits passés et ne sont pas des garanties de résultats futurs, mais indiquent plutôt les attentes, les estimations et les projections de la direction concernant des événements futurs.

L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion repose sur nos avis, estimations et hypothèses établis à la lumière de notre expérience et de notre perception des tendances historiques, de la conjoncture et de l'avenir prévisible. Elle repose aussi sur d'autres facteurs que nous croyons actuellement pertinents et raisonnables dans les circonstances. Malgré le soin apporté à l'établissement et à l'examen de l'information prospective, rien ne garantit que les avis, estimations et hypothèses sous-jacents se révéleront exacts.

Les facteurs qui pourraient entraîner un écart entre les résultats réels et les résultats prévus comprennent, sans toutefois s'y limiter, les facteurs énumérés ci-dessous et à la rubrique intitulée « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (la « **notice annuelle** »). D'autres risques, dont nous pourrions ne pas avoir connaissance pour l'instant ou que nous pourrions considérer comme non significatifs, pourraient avoir une incidence négative sur nos activités. Nous déclinons toute obligation de réviser ou de mettre à jour l'information prospective de manière à rendre compte d'événements ou de changements de circonstances, à moins que la loi ne l'exige expressément.

L'information prospective est assujettie à un certain nombre de risques, impondérables, hypothèses et autres facteurs importants, connus ou inconnus, qui peuvent faire en sorte que les résultats, le rendement ou les réalisations réels diffèrent considérablement de tout résultat, rendement ou réalisation futurs exprimés ou sous-entendus dans l'information prospective. Les facteurs qui pourraient engendrer un écart important entre les résultats réels et les résultats prévus comprennent, sans toutefois s'y limiter, ce qui suit, ainsi que les facteurs de risque décrits de façon détaillée à la rubrique intitulée « Facteurs de risque » présentée dans la notice annuelle : notre capacité à élargir notre part de marché; notre capacité à continuer d'accroître nos produits et à améliorer nos marges d'exploitation, notre capacité à conserver le personnel clé; notre capacité à maintenir et à étendre notre présence géographique; notre capacité à entretenir de bonnes relations avec nos clients; notre capacité à exécuter nos plans d'expansion; notre capacité à saisir des occasions d'acquisitions supplémentaires et à mener à bien l'intégration des entreprises acquises; l'incidence défavorable d'acquisitions sur nos activités; les dettes potentielles attribuables à des acquisitions antérieures ou futures; la nécessité de réussir à intégrer les entreprises acquises; notre capacité à continuer d'investir dans notre infrastructure pour appuyer notre croissance; notre capacité à obtenir et à conserver un financement à des conditions acceptables; notre capacité à augmenter nos prix ou à compenser une hausse de nos coûts; les taux de change et les taux d'intérêt; l'effet de la concurrence; les changements et les tendances dans notre secteur ou l'économie mondiale; les modifications apportées aux lois, règles, règlements et normes internationales; notre capacité à répondre aux exigences légales et exigences des clients en constante évolution en ce qui a trait aux solutions durables et autres enjeux, notre responsabilité éventuelle, le cas échéant, relative aux questions environnementales; à la réglementation gouvernementale et aux modifications y étant apportées et les risques associés à la non-conformité; la perte de contrats municipaux et d'autres contrats; l'incapacité éventuelle d'acquiescer, de louer ou d'agrandir des installations; notre dépendance envers des installations ; l'accès non garanti aux marchés des capitaux propres ou des capitaux d'emprunt; l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre, de l'élimination et du transport; l'approvisionnement en carburant et les fluctuations du prix du carburant; notre besoin d'avoir suffisamment de flux de trésorerie pour réinvestir dans nos activités; notre incapacité à obtenir des cautionnements, des garanties de bonne exécution, des lettres de crédit, ou d'autres garanties financières; les risques liés à l'exploitation, à la santé, à la sécurité et à l'environnement; les catastrophes naturelles, les conditions météorologiques et la saisonnalité; l'exposition au risque de crédit et la diminution des résultats d'exploitation provoquées par un ralentissement économique; la dépendance croissante envers la technologie et le risque de défaillances technologiques; les incidents ou problèmes de cybersécurité; l'atteinte à notre réputation ou à notre marque; la hausse des coûts d'assurance, la hausse de nos coûts d'exploitation entraînée par un resserrement de la réglementation sur les changements climatiques; les risques liés au non-respect des lois ou des règlements anticorruption américains, canadiens ou étrangers; les coûts de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement et les coûts associés à la contamination; l'augmentation des efforts déployés par les provinces, les États et les municipalités pour détourner les déchets des sites d'enfouissement; un litige, l'acte d'une autorité de réglementation ou des manœuvres menées par des activistes et les développements en matière de santé publique, les épidémies ou les pandémies.

Mode de présentation

Nos états financiers intermédiaires ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, qui fait partie des Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board. À moins que le contexte ne le suggère autrement, toute référence à « GFL », à la « Société », à « nous » et à « notre » dans le présent rapport de gestion renvoie à GFL et ses filiales consolidées.

Sauf indication contraire, les montants contenus dans le présent rapport de gestion sont présentés en millions de dollars canadiens.

Reclassement de montants d'exercices antérieurs

Certaines informations relatives aux secteurs opérationnels et aux lignes d'activités présentées au cours de périodes antérieures ont été reclassées afin que leur présentation soit cohérente avec celle adoptée pour la période considérée. Ces reclassements non significatifs n'ont eu aucune incidence sur les résultats d'exploitation consolidés présentés.

Sommaire des facteurs qui influent sur le rendement

Nous sommes d'avis que notre rendement et notre futur succès dépendent d'un certain nombre de facteurs qui présentent d'importantes occasions pour nous. Ces facteurs sont également assujettis à un certain nombre de risques et de défis intrinsèques présentés ailleurs dans le présent rapport de gestion ainsi que dans la notice annuelle.

Les acquisitions et les dessaisissements ont eu une incidence sur nos résultats pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024, de même que la croissance interne enregistrée au cours de cette période, laquelle tient en partie aux stratégies en matière de tarification que nous avons mises en œuvre et aux fluctuations des volumes, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence des pressions inflationnistes, de certaines pressions sur les salaires et des contraintes liées à la chaîne d'approvisionnement qui perdurent notamment en ce qui a trait aux coûts d'entretien et de réparation. Notre capacité de tirer parti de notre réseau évolutif pour réaliser des efficiences en matière de coûts d'exploitation a également eu une incidence sur notre performance pour la période. Le caractère saisonnier influe sur nos résultats, qui sont habituellement plus faibles au premier trimestre de l'exercice, en raison principalement des conditions hivernales ardues au Canada, et plus élevés aux deuxième et troisième trimestres de l'exercice, en raison de l'augmentation du volume de déchets générés au cours de l'été dans bon nombre de nos marchés des déchets solides.

Nous entendons continuer de faire croître notre entreprise et d'améliorer notre performance financière en étendant la portée de nos services sur de nouveaux marchés géographiques et en élargissant notre empreinte géographique afin d'augmenter la densité régionale de nos lignes d'activité, ce qui donnera lieu à une augmentation des marges. Notre capacité de réaliser ces objectifs est tributaire de notre capacité d'exécuter notre stratégie en trois volets qui consiste à i) continuer de générer une croissance interne solide et stable des produits, ii) mener à bien des acquisitions relatives et stratégiques et iii) continuer de stimuler les gains d'efficience opérationnelle dans l'ensemble de notre plateforme.

Croissance interne forte et stable des produits

Notre capacité de générer une croissance interne forte et stable des produits tout au long des cycles macroéconomiques dépend de notre capacité d'élargir et d'approfondir l'étendue des services que nous offrons à nos clients existants, de saisir des occasions de vente croisée entre nos capacités de services complémentaires, d'obtenir des hausses de prix et de surcharges, de signer de nouveaux contrats, de renouveler ou de prolonger des contrats existants et d'étendre nos services à des marchés nouveaux ou adjacents. Nous sommes d'avis que l'exécution de cette stratégie continuera de stimuler la croissance interne de nos produits et la production de flux de trésorerie disponibles.

Nos activités sont bien diversifiées sur les plans des secteurs d'activités, des régions et de la clientèle. Nous croyons que notre réussite continue dépend de notre capacité de rehausser davantage cette diversification et d'en tirer parti; un élément clé de cette diversification est notre capacité d'offrir à nos clients une gamme de services exhaustive dans nos secteurs d'activités soutenue par une importante empreinte géographique au Canada et aux États-Unis. L'essentiel des produits que nous tirons de nos activités de gestion des déchets solides provient de marchés secondaires, et la plus grande part de nos produits tirés de la gestion des déchets solides pour les clients résidentiels provient des grands centres urbains.

Nous sommes également d'avis que nous sommes bien positionnés pour nous adapter à l'évolution constante de la demande des clients et de la réglementation afin de maintenir notre réussite. Pour y arriver, nous devons notamment être en mesure de répondre aux exigences juridiques et à la demande des clients de détourner les déchets des sites d'enfouissement en continuant d'étendre notre capacité de collecte et de traitement de matériaux de multiples sources.

Notre modèle d'affaires diversifié est également un complément de notre stratégie d'acquisition. Comme nos secteurs d'activités sont nombreux, nous pouvons rechercher des acquisitions dans un bassin plus vaste de cibles potentielles. Le fait de maintenir un modèle diversifié est par conséquent crucial pour nous permettre de tirer parti d'occasions d'acquisitions relatives et contribuer à réduire les risques d'exécution et les risques commerciaux inhérents aux stratégies monomarché et monoproduit.

Mener à bien des acquisitions relatives et stratégiques

Notre capacité à trouver, mener à bien et intégrer des acquisitions relatives est notre principal vecteur de croissance. Compte tenu de l'importante fragmentation du secteur des services environnementaux en Amérique du Nord, notre croissance et notre réussite sont tributaires de notre capacité de saisir des occasions de consolidation dans chacun de nos secteurs d'activités.

Depuis 2007, nous avons mené à terme plus de 265 acquisitions dans l'ensemble de nos secteurs d'activités. Nous cherchons à acquérir des exploitants régionaux indépendants de premier plan afin de prendre pied sur de nouveaux marchés, puis à réaliser des acquisitions complémentaires pour aider à densifier nos activités et à étendre notre rayonnement géographique. L'intégration de ces acquisitions à notre plateforme existante est un élément clé de notre réussite, tout comme le fait de continuer de repérer et saisir ces occasions de consolidation intéressantes.

De plus, l'exécution concluante d'acquisitions nous permet d'accéder à de nouveaux marchés et de saisir de nouvelles occasions de vente croisée et de réaliser des synergies en matière d'approvisionnement et de coût dans l'ensemble de nos activités.

Stimuler les gains d'efficacité opérationnelle

Nous offrons nos services par l'entremise d'un réseau d'installations stratégiquement situées au Canada et aux États-Unis. Dans chacun de nos marchés géographiques, notre solide position concurrentielle est tributaire des importantes dépenses d'investissement requises pour reproduire notre infrastructure réseau et nos actifs, ainsi que des exigences strictes en matière d'obtention de permis et de conformité à la réglementation. La poursuite de notre succès dépend également de notre capacité à tirer parti de notre réseau évolutif pour attirer et fidéliser les clients de nos gammes de services, de réaliser des efficacités opérationnelles et de réaliser des synergies en matière d'approvisionnement et de coût.

Il est également essentiel que nous continuions à tirer parti de nos capacités évolutives pour augmenter la marge d'exploitation et réaliser des synergies de coûts, notamment en misant sur la capacité de nos installations, procédés technologiques et effectifs existants pour appuyer la croissance future et procurer des économies d'échelle, ainsi qu'en augmentant la densité des trajets et en desservant les nouveaux clients au moyen de notre réseau d'actifs et de notre flotte existants pour rehausser la rentabilité de chacun de nos secteurs d'activités.

Notre réussite dépend également de notre capacité de continuer à faire des investissements stratégiques dans notre entreprise, y compris d'importantes dépenses d'investissement dans nos installations, nos procédés technologiques et nos capacités administratives afin d'appuyer notre croissance future. Notre capacité d'améliorer nos marges d'exploitation et la marge de nos frais de vente et charges générales et administratives en maintenant une structure de coûts rigoureuse et en examinant régulièrement nos pratiques afin de gérer les charges et de rehausser l'efficacité aura également une incidence sur nos résultats d'exploitation.

2. Résultats d'exploitation

Analyse des résultats du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2024 par rapport au trimestre et au semestre clos le 30 juin 2023

Les tableaux suivants présentent un sommaire de certains résultats d'exploitation et d'autres données financières pour les périodes indiquées qui ont été tirés de nos états financiers intermédiaires et des notes annexes.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestre clos le 30 juin 2024	Trimestre clos le 30 juin 2023	Variation	
			\$	%
Produits	2 060,0 \$	1 943,6 \$	116,4 \$	6,0 %
Charges				
Coût des ventes	1 661,2	1 590,6	70,6	4,4
Frais de vente et charges générales et administratives	253,9	234,2	19,7	8,4
Charges d'intérêts et autres charges financières	186,9	164,8	22,1	13,4
Perte (profit) au dessaisissement	494,1	(575,0)	1 069,1	185,9
Autres charges (produits)	9,2	(65,6)	74,8	114,0
Quote-part (du bénéfice net) de la perte nette des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(15,7)	61,9	(77,6)	(125,4)
(Perte) bénéfice avant impôt sur le résultat	(529,6)	532,7	(1 062,3)	(199,4)
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	(57,3)	238,9	(296,2)	(124,0)
(Perte nette) bénéfice net	(472,3)	293,8	(766,1)	(260,8)
Moins : perte nette attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(1,1)	(1,1)	—	—
(Perte nette) bénéfice net attribuable à GFL Environmental Inc.	(471,2)	294,9	(766,1)	(259,8)
(Perte) bénéfice par action, de base	(1,31)	0,74	(2,05)	(277,0)
(Perte) bénéfice par action, diluée	(1,31)	0,72	(2,03)	(281,9)
BAIIA ajusté ¹⁾	591,1 \$	540,7 \$	50,4 \$	9,3 %

	Semestre clos le 30 juin 2024	Semestre clos le 30 juin 2023	Variation	
(en millions de dollars, sauf les montants par action)			\$	%
Produits	3 861,4 \$	3 742,7 \$	118,7 \$	3,2 %
Charges				
Coût des ventes	3 165,4	3 145,2	20,2	0,6
Frais de vente et charges générales et administratives	529,3	448,7	80,6	18,0
Charges d'intérêts et autres charges financières	339,9	329,5	10,4	3,2
Perte (profit) au dessaisissement	494,1	(580,5)	1 074,6	185,1
Autres charges	77,5	44,1	33,4	75,7
Quote-part de la perte nette des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	14,9	82,9	(68,0)	(82,0)
(Perte) bénéfice avant impôt sur le résultat	(759,7)	272,8	(1 032,5)	(378,5)
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	(110,9)	196,8	(307,7)	(156,4)
(Perte nette) bénéfice net	(648,8)	76,0	(724,8)	(953,7)
Moins : (perte nette) bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(4,8)	0,5	(5,3)	(1 060,0)
(Perte nette) bénéfice net attribuable à GFL Environmental Inc.	(644,0)	75,5	(719,5)	(953,0)
(Perte) bénéfice par action, de base et diluée	(1,84)	0,08	(1,92)	(2 400,0)
BAIIA ajusté ¹⁾	1 046,8 \$	981,2 \$	65,6 \$	6,7 %

	30 juin 2024	31 décembre 2023	Variation
Total des actifs	20 275,4 \$	19 879,2 \$	396,2 \$
Total de la trésorerie	134,2	135,7	(1,5)
Total de la dette à long terme	9 669,3	8 836,9	832,4
Total des passifs	13 320,0	12 493,0	827,0
Total des capitaux propres	6 955,4 \$	7 386,2 \$	(430,8) \$

1) Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et indicateurs de performance clés ».

Produits

Les tableaux suivants présentent les produits par types de services pour les périodes indiquées.

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2024		Trimestre clos le 30 juin 2023 ¹⁾		Variation	
	Produits	%	Produits	%	\$	%
Clients résidentiels	388,9 \$	18,9 %	405,0 \$	20,8 %	(16,1) \$	(4,0) %
Clients commerciaux et industriels	726,2	35,2	702,3	36,2	23,9	3,4
Collecte – total	1 115,1	54,1	1 107,3	57,0	7,8	0,7
Sites d'enfouissement	271,8	13,2	233,6	12,0	38,2	16,4
Transfert	217,0	10,5	194,8	10,0	22,2	11,4
Récupération de matériaux	110,3	5,4	82,7	4,3	27,6	33,4
Autres	84,3	4,1	82,3	4,2	2,0	2,4
Déchets solides	1 798,5	87,3	1 700,7	87,5	97,8	5,8
Services environnementaux	534,0	25,9	483,7	24,9	50,3	10,4
Produits intersociétés	(272,5)	(13,2)	(240,8)	(12,4)	(31,7)	13,2
Produits	2 060,0 \$	100,0 %	1 943,6 \$	100,0 %	116,4 \$	6,0 %

- 1) Comprend le reclassement i) d'un montant de 56,7 M\$, composé d'un montant de 38,2 M\$ du poste Clients commerciaux/industriels et d'un montant de 18,5 M\$ du poste Autres, au poste Services environnementaux et ii) d'un montant de 0,5 M\$ du poste Autres au poste Récupération de matériaux.

(en millions de dollars)	Semestre clos le 30 juin 2024		Semestre clos le 30 juin 2023 ¹⁾		Variation	
	Produits	%	Produits	%	\$	%
Clients résidentiels	754,9 \$	19,6 %	793,0 \$	21,2 %	(38,1) \$	(4,8) %
Clients commerciaux et industriels	1 405,9	36,4	1 379,6	36,8	26,3	1,9
Collecte – total	2 160,8	56,0	2 172,6	58,0	(11,8)	(0,5)
Sites d'enfouissement	509,5	13,2	451,6	12,1	57,9	12,8
Transfert	393,2	10,2	367,3	9,8	25,9	7,1
Récupération de matériaux	203,1	5,3	166,9	4,5	36,2	21,7
Autres	151,8	3,8	150,1	4,0	1,7	1,1
Déchets solides	3 418,4	88,5	3 308,5	88,4	109,9	3,3
Services environnementaux	942,5	24,4	893,4	23,9	49,1	5,5
Produits intersociétés	(499,5)	(12,9)	(459,2)	(12,3)	(40,3)	8,8
Produits	3 861,4 \$	100,0 %	3 742,7 \$	100,0 %	118,7 \$	3,2 %

- 1) Comprend le reclassement i) d'un montant de 116,4 M\$, composé d'un montant de 68,7 M\$ du poste Clients commerciaux/industriels et d'un montant de 47,7 M\$ du poste Autres, au poste Services environnementaux et ii) d'un montant de 0,9 M\$ du poste Autres au poste Récupération de matériaux.

Les produits consolidés du trimestre clos le 30 juin 2024 se sont élevés à 2 060,0 M\$, ce qui représente une hausse de 116,4 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2023. Compte non tenu de l'incidence des dessaisissements, les produits ont enregistré une hausse de 205,8 M\$. Les principales variations de nos produits enregistrées au cours du trimestre clos le 30 juin 2024, excluant l'incidence des dessaisissements, sont les suivantes :

- Les produits du secteur Déchets solides ont connu une augmentation de 12,1 %, 6,5 % étant attribuables aux prix de base, 5,6 % s'expliquant par les acquisitions réalisées depuis le 1^{er} avril 2023 et 0,9 % provenant des prix des marchandises. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par les surcharges négatives de 0,5 % et le volume défavorable de 1,7 %, en raison de la baisse des volumes générés par des événements dans nos activités postérieures à la collecte, des pertes de volumes non déplorable dans nos activités liées aux services de collecte et de notre abandon délibéré des services non essentiels dans certains marchés au Canada. Les variations des taux de change se sont traduites par une hausse de 1,3 % des produits.
- Les produits du secteur Services environnementaux ont enregistré une hausse de 8,0 %, essentiellement en raison de la hausse de 6,9 % provenant des acquisitions réalisées depuis le 1^{er} avril 2023, des volumes de sols traités dans nos installations et de l'augmentation des prix de vente de l'huile pour moteur usagée, facteurs qui ont été contrebalancés par une diminution des activités de mesures d'urgence. Les variations des taux de change se sont traduites par une hausse de 0,6 % des produits.

Les produits consolidés du semestre clos le 30 juin 2024 se sont élevés à 3 861,4 M\$, ce qui représente une hausse de 118,7 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2023. Compte non tenu de l'incidence des dessaisissements, les produits ont enregistré une hausse de 315,5 M\$. Les principales variations de nos produits enregistrées au cours du semestre clos le 30 juin 2024, excluant l'incidence des dessaisissements, sont les suivantes :

- Les produits du secteur Déchets solides ont connu une augmentation de 10,5 %, 7,1 % étant attribuables aux prix de base, 5,1 % s'expliquant par les acquisitions réalisées depuis le 1^{er} janvier 2023 et 0,8 % provenant des prix des marchandises. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par les surcharges négatives de 0,7 % et le volume défavorable de 2,3 %, en raison de la baisse des volumes générés par des événements dans nos activités postérieures à la collecte, des pertes de volumes non déplorable dans nos activités liées aux services de collecte et de notre abandon délibéré des services non essentiels dans certains marchés au Canada. Les variations des taux de change se sont traduites par une hausse de 0,6 % des produits.
- Les produits du secteur Services environnementaux ont enregistré une hausse de 3,6 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, au cours de laquelle des produits d'environ 40,0 M\$ avaient été enregistrés en raison d'un niveau anormalement élevé des activités de collecte auprès de nos clients industriels, des activités de traitement et des activités de mesures d'urgence. Compte non tenu de l'incidence de ce niveau inhabituel d'activité, les produits ont enregistré une hausse de 8,9 %, essentiellement en raison de la hausse de 7,7 % provenant des acquisitions réalisées depuis le 1^{er} janvier 2023, des volumes de sols traités dans nos installations et de l'augmentation des prix de vente de l'huile pour moteur usagée. Ces hausses ont été contrebalancées par la diminution des activités de collecte auprès de nos clients industriels et des activités de traitement, imputable aux températures anormalement basses dans le sud des États-Unis et anormalement élevées dans le nord des États-Unis et l'est du Canada, par la baisse des prix de l'énergie, par la diminution des activités de mesures d'urgence et par les répercussions d'un incendie survenu dans une de nos installations. Les variations des taux de change se sont traduites par une hausse de 0,3 % des produits.

Coût des ventes

Les tableaux suivants présentent le coût des ventes pour les périodes indiquées.

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2024		Trimestre clos le 30 juin 2023		Variation	
	Coût	En % des produits	Coût	En % des produits	\$	%
Coûts liés au transfert et à l'élimination	362,8 \$	17,6 %	361,2 \$	18,6 %	1,6 \$	0,4 %
Main-d'œuvre et avantages	456,2	22,1	443,2	22,8	13,0	2,9
Entretien et réparation	198,9	9,7	187,8	9,7	11,1	5,9
Carburant	88,5	4,3	88,8	4,6	(0,3)	(0,3)
Autres coûts des ventes	162,5	7,9	139,4	7,2	23,1	16,6
Sous-total	1 268,9	61,6	1 220,4	62,9	48,5	4,0
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	279,9	13,5	230,9	11,9	49,0	21,2
Amortissement des immobilisations incorporelles	110,6	5,4	134,0	6,9	(23,4)	(17,5)
Coûts d'acquisition et de changement de marque et autres coûts d'intégration	1,8	0,1	5,3	0,1	(3,5)	(66,0)
Coût des ventes	1 661,2 \$	80,6 %	1 590,6 \$	81,8 %	70,6 \$	4,4 %

(en millions de dollars)	Semestre clos le 30 juin 2024		Semestre clos le 30 juin 2023		Variation	
	Coût	En % des produits	Coût	En % des produits	\$	%
Coûts liés au transfert et à l'élimination	661,6 \$	17,1 %	704,2 \$	18,8 %	(42,6) \$	(6,0) %
Main-d'œuvre et avantages	880,2	22,8	852,1	22,8	28,1	3,3
Entretien et réparation	384,3	10,0	371,8	9,9	12,5	3,4
Carburant	174,0	4,5	188,3	5,0	(14,3)	(7,6)
Autres coûts des ventes	316,3	8,2	281,7	7,5	34,6	12,3
Sous-total	2 416,4	62,6	2 398,1	64,0	18,3	0,8
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	527,4	13,7	464,1	12,4	63,3	13,6
Amortissement des immobilisations incorporelles	219,3	5,7	272,8	7,3	(53,5)	(19,6)
Coûts d'acquisition et de changement de marque et autres coûts d'intégration	2,3	—	10,2	0,3	(7,9)	(77,5)
Coût des ventes	3 165,4 \$	82,0 %	3 145,2 \$	84,0 %	20,2 \$	0,6 %

Le coût des ventes pour le trimestre clos le 30 juin 2024 s'est chiffré à 1 661,2 M\$, ce qui représente une hausse de 70,6 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2023 essentiellement attribuable à l'incidence nette des acquisitions et des dessaisissements. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2024, les coûts liés au transfert et à l'élimination ont augmenté, en grande partie en raison de la modification de la composition des activités, attribuable aux dessaisissements et aux pertes de volume non déplorables. Pour le trimestre clos le 30 juin 2024, les coûts de la main-d'œuvre et des avantages ont augmenté à la suite de la hausse des salaires. Les coûts d'entretien et de réparation ont augmenté en raison des travaux d'entretien additionnels effectués sur la flotte imputables aux délais de livraison des nouveaux camions et équipements causés par les contraintes liées à la chaîne d'approvisionnement. Les coûts de carburant ont diminué de 0,3 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2023 pour s'établir à 88,5 M\$ au cours du trimestre clos le 30 juin 2024, en grande partie en raison de la modification de la composition des activités attribuable aux dessaisissements réalisés au cours de l'exercice précédent, qui a largement

compensé la hausse du prix du carburant. Une hausse des coûts de gestion des risques, particulièrement des coûts liés aux demandes d'indemnisation pour accident de travail et aux primes d'assurance, a contribué à l'augmentation des autres coûts des ventes. Le coût des ventes en pourcentage des produits pour le trimestre clos le 30 juin 2024, de 80,6 %, a reculé de 120 points de base, par rapport au trimestre clos le 30 juin 2023. Les variations enregistrées pour chaque catégorie de coûts, exprimés en pourcentage des produits, découlent de l'incidence de la modification de la composition des activités, de nos stratégies en matière de tarification et de la réalisation de gains d'efficacité opérationnelle, contrebalancées par les pressions inflationnistes sur les coûts et la hausse du prix du carburant. Compte non tenu de la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des immobilisations incorporelles et des coûts d'acquisition, et de changement de marque et autres coûts d'intégration, le coût des ventes exprimé en pourcentage du total des produits s'est établi à 61,6 % pour le trimestre clos le 30 juin 2024, en baisse de 130 points de base par rapport au trimestre clos le 30 juin 2023.

Le coût des ventes pour le semestre clos le 30 juin 2024 s'est chiffré à 3 165,4 M\$, ce qui représente une hausse de 20,2 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2023 essentiellement attribuable à l'incidence nette des acquisitions et des dessaisissements. Au cours du semestre clos le 30 juin 2024, les coûts liés au transfert et à l'élimination ont diminué, en grande partie en raison de la modification de la composition des activités, attribuable aux dessaisissements, aux pertes de volume non déplorables et au niveau exceptionnel d'activité du secteur Services environnementaux réalisés à la période correspondante de l'exercice précédent. Les coûts de la main-d'œuvre et des avantages ont augmenté à la suite de la hausse des salaires. Les coûts d'entretien et de réparation ont augmenté en raison des travaux d'entretien additionnels effectués sur la flotte imputables aux délais de livraison des nouveaux camions et équipements causés par les contraintes liées à la chaîne d'approvisionnement. Les coûts de carburant ont diminué de 14,3 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2023 pour s'établir à 174,0 M\$ au cours du semestre clos le 30 juin 2024, en grande partie en raison de la baisse du prix du carburant. Une hausse des coûts de gestion des risques, particulièrement des coûts liés aux demandes d'indemnisation pour accident de travail et aux primes d'assurance, a contribué à l'augmentation des autres coûts des ventes. Le coût des ventes en pourcentage des produits pour le semestre clos le 30 juin 2024, de 82,0 %, a reculé de 200 points de base, par rapport au semestre clos le 30 juin 2023. Les variations enregistrées pour chaque catégorie de coûts, exprimés en pourcentage des produits, découlent de l'incidence de la modification de la composition des activités, de nos stratégies en matière de tarification, de la réalisation de gains d'efficacité opérationnelle et de la baisse du prix du carburant, contrebalancées par les pressions inflationnistes sur les coûts. Compte non tenu de la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des immobilisations incorporelles et des coûts d'acquisition, et de changement de marque et autres coûts d'intégration, le coût des ventes exprimé en pourcentage du total des produits s'est établi à 62,6 % pour le semestre clos le 30 juin 2024, en baisse de 140 points de base par rapport au semestre clos le 30 juin 2023.

Frais de vente et charges générales et administratives

Les tableaux suivants présentent les frais de vente et charges générales et administratives pour les périodes indiquées.

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2024		Trimestre clos le 30 juin 2023		Variation	
	Coût	Pourcentage des produits	Coût	Pourcentage des produits	\$	%
Salaires et avantages	128,3 \$	6,2 %	122,5 \$	6,3 %	5,8 \$	4,7 %
Paiements fondés sur des actions	15,6	0,8	15,2	0,8	0,4	2,6
Autres	76,2	3,7	60,0	3,1	16,2	27,0
Sous-total	220,1	10,7	197,7	10,2	22,4	11,3
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	7,4	0,3	6,9	0,4	0,5	7,2
Coûts de transaction	16,2	0,8	29,6	1,5	(13,4)	(45,3)
Rémunération du fondateur/chef de la direction	10,2	0,5	—	—	10,2	100,0
Frais de vente et charges générales et administratives	253,9 \$	12,3 %	234,2 \$	12,1 %	19,7 \$	8,4 %

(en millions de dollars)	Semestre clos le 30 juin 2024		Semestre clos le 30 juin 2023		Variation	
	Coût	Pourcentage des produits	Coût	Pourcentage des produits	\$	%
Salaires et avantages	257,1 \$	6,7 %	228,2 \$	6,1 %	28,9 \$	12,7 %
Paiements fondés sur des actions	72,6	1,9	30,2	0,8	42,4	140,4
Autres	152,2	3,8	135,2	3,6	17,0	12,6
Sous-total	481,9	12,4	393,6	10,5	88,3	22,4
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	14,9	0,4	13,5	0,4	1,4	10,4
Coûts de transaction	22,3	0,6	41,6	1,1	(19,3)	(46,4)
Rémunération du fondateur/chef de la direction	10,2	0,3	—	—	10,2	100,0
Frais de vente et charges générales et administratives	529,3 \$	13,7 %	448,7 \$	12,0 %	80,6 \$	18,0 %

Les frais de vente et charges générales et administratives se sont élevés à 253,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 19,7 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2023. L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse des salaires, des avantages et d'autres coûts liés à des tiers se rapportant aux investissements dans l'infrastructure de technologie de l'information ainsi qu'à d'autres coûts attribuables au nombre et à la taille des entreprises acquises depuis le 1^{er} avril 2023. Pour le trimestre clos le 30 juin 2024, les coûts discrétionnaires, comme les paiements fondés sur des actions et la rémunération en trésorerie versée à notre fondateur et chef de la direction, qui avait été réglée par l'émission d'unités d'actions subalternes à la période correspondante de l'exercice précédent, ont par ailleurs augmenté. Les frais de vente et charges générales et administratives en pourcentage des produits pour le trimestre clos le 30 juin 2024 ont augmenté de 20 points de base en comparaison du trimestre clos le 30 juin 2023 pour s'établir à 12,3 %. Compte non tenu de la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles, des coûts de transaction et de la rémunération du fondateur/chef de la direction, les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage des produits pour le trimestre clos le 30 juin 2024 ont augmenté de 50 points de base en comparaison du trimestre clos le 30 juin 2023 pour s'établir à 10,7 %.

Les frais de vente et charges générales et administratives se sont élevés à 529,3 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 80,6 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2023. L'augmentation s'explique par la hausse des salaires, des avantages et d'autres coûts liés à des tiers se rapportant aux investissements dans l'infrastructure de technologie de l'information ainsi qu'à d'autres coûts attribuables au nombre et à la taille des entreprises acquises depuis le 1^{er} janvier 2023. Pour le semestre clos le 30 juin 2024, les coûts discrétionnaires, comme les frais de déplacement, les paiements fondés sur des actions et la rémunération en trésorerie versée à notre fondateur et chef de la direction, qui avait été réglée par l'émission d'unités d'actions subalternes à la période correspondante de l'exercice précédent, ont par ailleurs augmenté. Les frais de vente et charges générales et administratives en pourcentage des produits pour le semestre clos le 30 juin 2024 ont augmenté de 170 points de base en comparaison du semestre clos le 30 juin 2023 pour s'établir à 13,7 %. Compte non tenu de la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles, des coûts de transaction et de la rémunération du fondateur/chef de la direction, les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage des produits pour le semestre clos le 30 juin 2024 ont augmenté de 190 points de base en comparaison du semestre clos le 30 juin 2023 pour s'établir à 12,4 %.

Charges d'intérêts et autres charges financières

Les tableaux suivants présentent les charges d'intérêts et autres charges financières pour les périodes indiquées.

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2024	Trimestre clos le 30 juin 2023	Variation	
			\$	%
Intérêts	148,0 \$	144,4 \$	3,6 \$	2,5 %
Résiliation d'ententes de couverture	17,2	—	17,2	100,0
Amortissement des frais de financement différés	7,1	3,9	3,2	82,1
Désactualisation des obligations liées aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	10,6	8,7	1,9	21,8
Autres charges financières	4,0	7,8	(3,8)	(48,7)
Charges d'intérêts et autres charges financières	186,9 \$	164,8 \$	22,1 \$	13,4 %

(en millions de dollars)	Semestre clos le 30 juin 2024	Semestre clos le 30 juin 2023	Variation	
			\$	%
Intérêts	282,7 \$	279,1 \$	3,6 \$	1,3 %
Résiliation d'ententes de couverture	17,2	8,7	8,5	97,7
Amortissement des frais de financement différés	12,0	9,3	2,7	29,0
Désactualisation des obligations liées aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	19,7	16,4	3,3	20,1
Autres charges financières	8,3	16,0	(7,7)	(48,1)
Charges d'intérêts et autres charges financières	339,9 \$	329,5 \$	10,4 \$	3,2 %

Les charges d'intérêts et autres charges financières du trimestre clos le 30 juin 2024 se sont établies à 186,9 M\$, ce qui représente une hausse de 22,1 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2023. L'augmentation s'explique principalement par la perte non récurrente de 17,2 M\$ réalisée à la résiliation d'ententes de couverture.

Les charges d'intérêts et autres charges financières du semestre clos le 30 juin 2024 se sont établies à 339,9 M\$, ce qui représente une hausse de 10,4 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2023. L'augmentation s'explique principalement par la hausse de 8,5 M\$ de la perte non récurrente réalisée à la résiliation d'ententes de couverture.

Autres charges (produits)

Les tableaux suivants présentent les autres charges (produits) pour les périodes indiquées.

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2024	Trimestre clos le 30 juin 2023	Variation	
			\$	%
Perte (profit) de change	5,4 \$	(56,8) \$	62,2 \$	109,5 %
Perte (profit) à la vente d'immobilisations corporelles	0,2	(6,5)	6,7	103,1
Autres	3,6	(2,3)	5,9	256,5
Autres charges (produits)	9,2 \$	(65,6) \$	74,8 \$	114,0 %

(en millions de dollars)	Semestre clos le 30 juin 2024	Semestre clos le 30 juin 2023	Variation	
			\$	%
Perte (profit) de change	80,3 \$	(51,5) \$	131,8 \$	255,9 %
Perte liée à la valeur de marché sur les contrats d'achat	—	104,3	(104,3)	(100,0)
Profit à la vente d'immobilisations corporelles	(1,9)	(6,4)	4,5	70,3
Autres	(0,9)	(2,3)	1,4	60,9
Autres charges	77,5 \$	44,1 \$	33,4 \$	75,7 %

Les autres charges se sont chiffrées à 9,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2024, comparativement aux autres produits de 65,6 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2023. Cette variation s'explique principalement par la hausse de 62,2 M\$ de la perte de change hors trésorerie découlant de la réévaluation en dollars canadiens de la tranche non couverte de notre dette libellée en dollars américains, au moyen du taux de change en vigueur au 30 juin 2024. La variation est aussi attribuable au profit de 6,5 M\$ à la vente d'immobilisations corporelles comptabilisé à l'exercice précédent.

Les autres charges ont augmenté de 33,4 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2023 pour s'établir à 77,5 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2024. Cette augmentation s'explique principalement par une variation de la perte de change hors trésorerie de 131,8 M\$ découlant de la réévaluation en dollars canadiens de la tranche non couverte de notre dette libellée en dollars américains en fonction du taux de change avec le dollar canadien au 30 juin 2024. L'augmentation a été contrebalancée en partie par une variation hors trésorerie de 104,3 M\$ à la réévaluation des contrats d'achat pour le semestre clos le 30 juin 2023.

Dessaisissements

Au cours du semestre clos le 30 juin 2024, nous avons réalisé le dessaisissement de certains actifs pour un produit total de 69,5 M\$, ce qui a donné lieu à une perte au dessaisissement de 494,1 M\$.

Les actifs qui ont fait l'objet d'un dessaisissement, qui représentaient une partie des actifs faisant partie de la région du secteur Déchets solides – États-Unis de GFL, ne répondaient pas aux critères permettant de les classer dans les activités abandonnées, car ils ne représentent pas une gamme d'activités ou une région principale.

Quote-part du bénéfice des participations

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024, notre quote-part du bénéfice (de la perte) des entreprises associées s'est chiffrée à 11,5 M\$ et à (22,4) M\$ ((61,9) M\$ et (82,8) M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023). Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024, notre quote-part du total du résultat global des entreprises associées s'est chiffrée à 10,3 M\$ et à (23,6) M\$ ((62,3) M\$ et de (83,2) M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023).

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024, notre quote-part du bénéfice et du total du résultat global des coentreprises s'est chiffrée à 4,2 M\$ et à 7,5 M\$ (néant et (0,1) M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023).

(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat

Le recouvrement d'impôt sur le résultat s'est établi à 57,3 millions pour le trimestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 296,2 M\$ par rapport à la charge d'impôt sur le résultat de 238,9 M\$ comptabilisée pour le trimestre clos le 30 juin 2023. Cette hausse du recouvrement d'impôt sur le résultat est principalement attribuable à l'incidence fiscale des dessaisissements réalisés au cours de la période écoulée et de la période correspondante de l'exercice précédent, ainsi que par l'avantage fiscal lié à la perte de change comptabilisée pour le trimestre clos le 30 juin 2024.

Le recouvrement d'impôt sur le résultat s'est établi à 110,9 millions pour le semestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 307,7 M\$ par rapport à la charge d'impôt sur le résultat de 196,8 M\$ comptabilisée pour le semestre clos le 30 juin 2023. Cette hausse du recouvrement d'impôt sur le résultat est principalement attribuable à l'incidence fiscale des dessaisissements réalisés au cours de la période écoulée et de la période correspondante de l'exercice précédent, ainsi que par l'avantage fiscal lié à la perte de change comptabilisée pour le semestre clos le 30 juin 2024.

Nous comptabilisons des actifs d'impôt différé selon la disponibilité de passifs d'impôt différé et la probabilité de bénéfice imposable futur suffisant pour permettre la réalisation de ces actifs d'impôt différé.

3. Résultats d'exploitation sectoriels

Nos principales lignes d'activité sont le transport, la gestion et le recyclage des déchets solides et liquides ainsi que les services d'assainissement des sols. Nos secteurs opérationnels sont les suivants : Déchets solides, qui comprend le transport, l'enfouissement, le transfert et les installations de récupération de matériaux, et Services environnementaux, qui comprend la gestion des déchets liquides et les services d'assainissement des sols.

Les résultats de nos secteurs opérationnels sont présentés conformément aux critères utilisés pour la préparation du rapport interne destiné au principal décideur opérationnel responsable de l'affectation des ressources et de l'évaluation du rendement des secteurs opérationnels. Le principal décideur opérationnel évalue le rendement des secteurs en fonction de plusieurs facteurs, notamment les produits bruts, les produits intersociétés, les produits et le BAIIA ajusté.

Analyse des résultats du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2024 par rapport au trimestre et au semestre clos le 30 juin 2023

Les tableaux suivants présentent les produits et le BAIIA ajusté par secteurs opérationnels pour les périodes indiquées. Les produits bruts sont calculés en fonction des produits avant les éliminations intersociétés.

	Trimestre clos le 30 juin 2024			BAIIA ajusté ¹⁾
	Produits bruts	Produits intersociétés	Produits	
Déchets solides				
Canada	568,9 \$	(73,1) \$	495,8 \$	149,8 \$
États-Unis	1 229,6	(143,8)	1 085,8	364,4
Déchets solides	1 798,5	(216,9)	1 581,6	514,2
Services environnementaux	534,0	(55,6)	478,4	141,7
Siège social	—	—	—	(64,8)
	2 332,5 \$	(272,5) \$	2 060,0 \$	591,1 \$

- 1) Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés ».

	Trimestre clos le 30 juin 2023			BAIIA ajusté ⁴⁾
	Produits bruts ¹⁾	Produits intersociétés ²⁾	Produits ³⁾	
Déchets solides				
Canada	523,7 \$	(68,8) \$	454,9 \$	133,2 \$
États-Unis	1 177,0	(131,2)	1 045,8	340,8
Déchets solides	1 700,7	(200,0)	1 500,7	474,0
Services environnementaux	483,7	(40,8)	442,9	130,9
Siège social	—	—	—	(64,2)
	2 184,4 \$	(240,8) \$	1 943,6 \$	540,7 \$

- 1) Comprend le reclassement d'un montant de 56,7 M\$, composé d'un montant de 10,9 M\$ du poste Déchets solides – Canada et d'un montant de 45,8 M\$ du poste Déchets solides – États-Unis, au poste Services environnementaux.
- 2) Comprend le reclassement d'un montant de 1,1 M\$ du poste Déchets solides – États-Unis au poste Services environnementaux.
- 3) Comprend le reclassement d'un montant de 55,6 M\$, composé d'un montant de 10,9 M\$ du poste Déchets solides – Canada et d'un montant de 44,7 M\$ du poste Déchets solides – États-Unis, au poste Services environnementaux.
- 4) Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés ». Comprend le reclassement d'un montant de 17,9 M\$, composé d'un montant de 2,6 M\$ du poste Déchets solides – Canada et d'un montant de 15,3 M\$ du poste Déchets solides – États-Unis, au poste Services environnementaux.

	Semestre clos le 30 juin 2024			
	Produits bruts	Produits intersociétés	Produits	BAIIA ajusté ¹⁾
Déchets solides				
Canada	1 061,4 \$	(132,0) \$	929,4 \$	263,4 \$
États-Unis	2 357,0	(273,0)	2 084,0	691,5
Déchets solides	3 418,4	(405,0)	3 013,4	954,9
Services environnementaux	942,5	(94,5)	848,0	223,0
Siège social	—	—	—	(131,1)
	4 360,9 \$	(499,5) \$	3 861,4 \$	1 046,8 \$

- 1) Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés ».

	Semestre clos le 30 juin 2023			
	Produits bruts ¹⁾	Produits intersociétés ²⁾	Produits ³⁾	BAIIA ajusté ⁴⁾
Déchets solides				
Canada	983,2 \$	(125,7) \$	857,5 \$	234,0 \$
États-Unis	2 325,3	(258,9)	2 066,4	654,9
Déchets solides	3 308,5	(384,6)	2 923,9	888,9
Services environnementaux	893,4	(74,6)	818,8	213,7
Siège social	—	—	—	(121,4)
	4 201,9 \$	(459,2) \$	3 742,7 \$	981,2 \$

- 1) Comprend le reclassement d'un montant de 116,4 M\$, composé d'un montant de 20,8 M\$ du poste Déchets solides – Canada et d'un montant de 95,6 M\$ du poste Déchets solides – États-Unis, au poste Services environnementaux.
- 2) Comprend le reclassement d'un montant de 1,8 M\$ du poste Déchets solides – États-Unis au poste Services environnementaux.
- 3) Comprend le reclassement d'un montant de 114,6 M\$, composé d'un montant de 20,8 M\$ du poste Déchets solides – Canada et d'un montant de 93,8 M\$ du poste Déchets solides – États-Unis, au poste Services environnementaux.
- 4) Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés ». Comprend le reclassement d'un montant de 40,0 M\$, composé d'un montant de 3,3 M\$ du poste Déchets solides – Canada et d'un montant de 36,7 M\$ du poste Déchets solides – États-Unis, au poste Services environnementaux.

Déchets solides – secteur opérationnel au Canada

Les produits se sont élevés à 495,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 40,9 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2023. L'augmentation s'explique par les acquisitions conclues depuis le 1^{er} avril 2023, qui ont fourni un apport d'environ 2,9 M\$ aux produits, par la hausse des prix à hauteur de 28,2 M\$, par la hausse de 0,9 M\$ des surcharges, par l'augmentation de 1,3 M\$ des volumes et par la hausse de 7,5 M\$ des prix de vente des marchandises pouvant être vendues issues de nos installations de récupération de matériaux.

Les produits se sont élevés à 929,4 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 71,9 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2023. L'augmentation s'explique par les acquisitions conclues depuis le 1^{er} janvier 2023, qui ont fourni un apport d'environ 6,2 M\$ aux produits, par la hausse des prix à hauteur de 57,5 M\$ et par la hausse de 12,9 M\$ des prix de vente des marchandises pouvant être vendues issues de nos installations de récupération de matériaux. L'augmentation a été contrebalancée en partie par la diminution de 0,9 M\$ des surcharges et la diminution des produits de 3,8 M\$, ce qui s'explique par la baisse des volumes générés dans nos activités postérieures à la collecte, par les pertes de volumes non déplorables dans nos activités liées aux services de collecte, de même que par l'incidence de l'abandon délibéré de services non essentiels.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 149,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 16,6 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2023, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à 30,2 % pour le trimestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 90 points de base par rapport au trimestre clos le 30 juin 2023. L'augmentation est principalement attribuable à la croissance interne de la marge découlant des stratégies en matière de tarification, de la réalisation de gains d'efficacité opérationnelle, de la hausse des prix des marchandises, des pertes de volume non déplorables dans nos activités liées aux services de collecte et de l'abandon délibéré de services non essentiels. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la hausse des salaires de la main-d'œuvre, l'augmentation des coûts liés à l'entretien et aux réparations découlant des pressions inflationnistes sur les coûts et des délais causés par les contraintes de la chaîne d'approvisionnement et l'augmentation du prix du carburant. La hausse des coûts liés à la gestion des risques, l'incidence du produit d'assurance reçu au cours de l'exercice précédent à l'égard des coûts d'interruption des activités ayant découlé des deux incendies ayant touché les installations de récupération de matériaux et la diminution des volumes des activités postérieures à la collecte à marge élevée ont également eu des conséquences défavorables sur la marge du BAIIA ajusté. L'apport à la marge du BAIIA ajusté des produits additionnels provenant des acquisitions a été inférieur à celui des produits provenant des entreprises existantes, ce qui a eu un effet défavorable sur la marge globale du BAIIA ajusté.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 263,4 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 29,4 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2023, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à 28,3 % pour le semestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 100 points de base par rapport au semestre clos le 30 juin 2023. L'augmentation est principalement attribuable à la croissance interne de la marge découlant des stratégies en matière de tarification, à la réalisation de gains d'efficacité opérationnelle, à la hausse des prix des marchandises, aux pertes de volume non déplorables dans nos activités liées aux services de collecte et à l'abandon délibéré de services non essentiels. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la hausse des salaires de la main-d'œuvre, par l'augmentation des coûts liés à l'entretien et aux réparations découlant des pressions inflationnistes sur les coûts et des délais causés par les contraintes de la chaîne d'approvisionnement et par l'augmentation du prix du carburant. La hausse des coûts liés à la gestion des risques, l'incidence du produit d'assurance reçu au cours de l'exercice précédent à l'égard des coûts d'interruption des activités ayant découlé des deux incendies ayant touché les installations de récupération de matériaux et la diminution des volumes des activités postérieures à la collecte à marge élevée ont également eu des conséquences défavorables sur la marge du BAIIA ajusté. L'apport à la marge du BAIIA ajusté des produits additionnels provenant des acquisitions a été inférieur à celui des produits provenant des entreprises existantes, ce qui a eu un effet défavorable sur la marge globale du BAIIA ajusté.

Déchets solides – secteur opérationnel aux États-Unis

Les produits se sont élevés à 1 085,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 40,0 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2023. Compte non tenu de l'incidence des dessaisissements, les produits ont enregistré une hausse de 129,3 M\$. Cette hausse s'explique principalement par les acquisitions conclues depuis le 1^{er} avril 2023, qui ont fourni un apport d'environ 76,2 M\$, par la hausse des prix à hauteur de 63,2 M\$ et par la hausse de 5,3 M\$ des prix de vente des marchandises pouvant être vendues issues de nos installations de récupération de matériaux. La hausse a été contrebalancée en partie par la baisse de 7,7 M\$ des surcharges et la diminution des produits de 26,2 M\$, ce qui s'explique par les pertes de volumes non déplorables dans nos activités liées aux services de collecte. Les produits ont augmenté de 18,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2024 par rapport au trimestre clos le 30 juin 2023, en raison des variations du taux de change.

Les produits se sont élevés à 2 084,0 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 17,6 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2023. Compte non tenu de l'incidence des dessaisissements, les produits ont enregistré une hausse de 214,4 M\$. Cette hausse s'explique principalement par les acquisitions conclues depuis le 1^{er} janvier 2023, qui ont fourni un apport d'environ 133,4 M\$ pour les produits, par la hausse des prix à hauteur de 135,4 M\$ et par la hausse de 10,0 M\$ des prix de vente des marchandises pouvant être vendues issues de nos installations de récupération de matériaux. La hausse a été contrebalancée en partie par la baisse de 19,8 M\$ des surcharges, imputable à la baisse du prix du carburant et la diminution des produits de 61,2 M\$, ce qui s'explique par les pertes de volumes non déplorables dans nos activités liées aux services de collecte. Les variations du taux de change ont entraîné une hausse des produits de 16,5 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2024 par rapport au semestre clos le 30 juin 2023.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 364,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 23,6 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2023, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à 33,6 % pour le trimestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 100 points de base par rapport au trimestre clos le 30 juin 2023. L'augmentation est attribuable surtout à la croissance interne de la marge découlant des stratégies en matière de tarification et de la réalisation de gains d'efficacité opérationnelle, à la hausse des prix des marchandises, à l'apport de la vente de gaz naturel renouvelable, à la réduction du prix du carburant et aux pertes de volume non déplorables dans nos activités liées aux services de collecte. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la hausse des salaires de la main-d'œuvre et par l'augmentation des coûts liés à l'entretien et aux réparations découlant des pressions inflationnistes. La hausse des coûts liés à la gestion des risques a également eu une incidence défavorable sur la marge du BAIIA ajusté. L'incidence nette des acquisitions et des dessaisissements sur les produits a représenté une marge du BAIIA ajusté supérieure à celle des produits provenant des entreprises existantes, ce qui a eu un effet favorable sur la marge globale du BAIIA ajusté.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 691,5 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 36,6 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2023, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à 33,2 % pour le semestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 150 points de base par rapport au semestre clos le 30 juin 2023. L'augmentation est attribuable surtout à la croissance interne de la marge découlant des stratégies en matière de tarification et de la réalisation de gains d'efficacité opérationnelle, à la hausse des prix des marchandises, à l'apport de la vente de gaz naturel renouvelable et aux pertes de volume non déplorables dans nos activités liées aux services de collecte. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la hausse des salaires de la main-d'œuvre et par l'augmentation des coûts liés à l'entretien et aux réparations découlant des pressions inflationnistes. La hausse des coûts liés à la gestion des risques a également eu une incidence défavorable sur la marge du BAIIA ajusté. L'incidence nette des acquisitions et des dessaisissements sur les produits a représenté une marge du BAIIA ajusté supérieure à celle des produits provenant des entreprises existantes, ce qui a eu un effet favorable sur la marge globale du BAIIA ajusté.

Secteur opérationnel Services environnementaux

Les produits se sont élevés à 478,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 35,5 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2023. Une tranche d'environ 30,6 M\$ des produits est attribuable aux acquisitions conclues depuis le 1^{er} avril 2023, à la hausse des volumes de sols traités dans nos installations ainsi qu'à l'augmentation des prix de vente de l'huile pour moteur usagée, facteurs qui ont été contrebalancés par une diminution des activités de mesures d'urgence. Les produits ont augmenté de 2,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2024 par rapport au trimestre clos le 30 juin 2023, en raison des variations du taux de change.

Les produits se sont élevés à 848,0 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 29,2 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2023. Le montant inscrit pour la période correspondante de l'exercice précédent comprenait une tranche d'environ 40,0 M\$ au titre des produits, attribuable à un niveau anormalement élevé des activités de collecte auprès de nos clients industriels, des activités de traitement et des activités de mesures d'urgence. Compte non tenu de ce niveau inhabituel d'activité, les produits ont enregistré une hausse de 69,2 M\$. Une tranche d'environ 62,5 M\$ des produits est attribuable aux acquisitions conclues depuis le 1^{er} janvier 2023, à la hausse des volumes de sols traités dans nos installations et à l'augmentation des prix de vente de l'huile pour moteur usagée. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par la diminution des volumes, imputable aux températures anormalement basses dans le sud des États-Unis et anormalement élevées dans le nord des États-Unis et l'est du Canada, par la baisse des prix de l'énergie, par une diminution des activités de mesures d'urgence et par les répercussions d'un incendie survenu dans une de nos installations. Les variations du taux de change ont entraîné une hausse des produits de 2,5 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2024, par rapport au semestre clos le 30 juin 2023.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 141,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 10,8 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2023, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à 29,6 % pour les trimestres clos les 30 juin 2024 et 2023. Les stratégies en matière de tarification, le contrôle des coûts variables et l'augmentation du prix de vente de l'huile pour moteur usagée, facteurs en partie contrebalancés par une diminution des activités de mesures d'urgence, la diminution des activités de collecte et de traitement et la hausse du prix du carburant, ont favorisé la marge du BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 30 juin 2024. De plus, la hausse des salaires de la main-d'œuvre du fait du resserrement des marchés de la main-d'œuvre et l'augmentation des coûts liés à l'entretien et aux réparations découlant des pressions inflationnistes sur les coûts et des délais causés par les contraintes de la chaîne d'approvisionnement ont eu des conséquences défavorables sur la marge du BAIIA ajusté. L'apport à la marge du BAIIA ajusté des produits additionnels provenant des acquisitions a été supérieur à celui des produits provenant des entreprises existantes, ce qui a eu un effet favorable sur la marge globale du BAIIA ajusté.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 223,0 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 9,3 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2023, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à 26,3 % pour le semestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une augmentation de 20 points de base par rapport au semestre clos le 30 juin 2023. Les stratégies en matière de tarification, le contrôle des coûts variables, l'augmentation du prix de vente de l'huile pour moteur usagée et la baisse du prix du carburant, facteurs en partie contrebalancés par la diminution des activités de mesures d'urgence et la diminution des activités de collecte et de traitement, ont favorisé la marge du BAIIA ajusté pour le semestre clos le 30 juin 2024. De plus, la hausse des salaires de la main-d'œuvre du fait du resserrement des marchés de la main-d'œuvre et l'augmentation des coûts liés à l'entretien et aux réparations découlant des pressions inflationnistes sur les coûts et des délais causés par les contraintes de la chaîne d'approvisionnement ont eu des conséquences défavorables sur la marge du BAIIA ajusté. L'apport à la marge du BAIIA ajusté des produits additionnels provenant des acquisitions a été supérieur à celui des produits provenant des entreprises existantes, ce qui a eu un effet favorable sur la marge globale du BAIIA ajusté.

Siège social

Les charges générales se sont élevées à 64,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 0,6 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2023. La hausse s'explique essentiellement par les investissements dans l'infrastructure de technologie de l'information, y compris la hausse des salaires, des avantages et d'autres coûts liés à des tiers requis pour faciliter la migration d'une infrastructure locale à une infrastructure infonuagique et par les effectifs additionnels et les coûts indirects aux fins du soutien de la croissance des activités. Les charges générales en pourcentage du total des produits se sont élevées à 3,1 % pour le trimestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une baisse de 20 points de base par rapport au trimestre clos le 30 juin 2023.

Les charges générales se sont élevées à 131,1 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 9,7 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2023. La hausse s'explique essentiellement par les investissements dans l'infrastructure de technologie de l'information, y compris les salaires, les avantages et les autres coûts liés à des tiers requis et par les effectifs additionnels et les coûts indirects aux fins du soutien de la croissance des activités. Les charges générales en pourcentage du total des produits se sont élevées à 3,4 % pour le semestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 20 points de base par rapport au semestre clos le 30 juin 2023.

4. Situation de trésorerie et sources de financement

Nous prévoyons que les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et la capacité d'emprunt en vertu de notre facilité de crédit renouvelable (définie ci-après) suffiront pour répondre à nos besoins en capital actuellement prévus. Nous prévoyons que ces sources suffiront pour répondre à nos actuels besoins en matière de dépenses d'investissement liées à l'exploitation, payer nos dividendes et financer certaines acquisitions complémentaires dans le cadre de notre stratégie.

Flux de trésorerie

Flux de trésorerie pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024 par rapport au trimestre et au semestre clos le 30 juin 2023

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2024	Trimestre clos le 30 juin 2023	Variation	
			\$	%
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	364,6 \$	260,7 \$	103,9 \$	39,9 %
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités d'investissement	(666,4)	1 318,3	(1 984,7)	(150,5)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	371,6	(1 575,0)	1 946,6	123,6
Augmentation de la trésorerie	69,8	4,0		
Variations découlant de la réévaluation de la trésorerie en fonction des taux de change	(5,6)	5,2		
Trésorerie, à l'ouverture de la période	70,0	73,0		
Trésorerie, à la clôture de la période	134,2 \$	82,2 \$		

(en millions de dollars)	Semestre clos le 30 juin 2024	Semestre clos le 30 juin 2023	Variation	
			\$	%
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	627,8 \$	453,2 \$	174,6 \$	38,5 %
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités d'investissement	(1 060,3)	836,6	(1 896,9)	(226,7)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	436,6	(1 288,2)	1 724,8	133,9
Augmentation de la trésorerie	4,1	1,6		
Variations découlant de la réévaluation de la trésorerie en fonction des taux de change	(5,6)	(1,5)		
Trésorerie, à l'ouverture de la période	135,7	82,1		
Trésorerie, à la clôture de la période	134,2 \$	82,2 \$		

Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 364,6 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 103,9 M\$ par rapport à 260,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2023. Cette augmentation s'explique essentiellement par une hausse du BAIIA pour le trimestre clos le 30 juin 2024, par une amélioration de 40,0 M\$ du fonds de roulement et par une baisse de 8,7 M\$ des intérêts payés en trésorerie sur la dette à long terme en cours en raison du calendrier des paiements d'intérêts en trésorerie.

Les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement ont donné lieu à des sorties de trésorerie de 76,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2024, comparativement à des sorties de trésorerie de 116,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2023. Se reporter à la note 13 des états financiers intermédiaires pour obtenir des précisions à ce sujet.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 627,8 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une hausse de 174,6 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2023. Cette augmentation s'explique essentiellement par une hausse du BAIIA pour le semestre clos le 30 juin 2024, par une amélioration de 52,6 M\$ du fonds de roulement et par une baisse de 47,8 M\$ des intérêts payés en trésorerie sur la dette à long terme en cours en raison du calendrier des paiements d'intérêts en trésorerie.

Les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement ont donné lieu à des sorties de trésorerie de 129,9 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2024, comparativement à des sorties de trésorerie de 182,5 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2023. Se reporter à la note 13 des états financiers intermédiaires pour obtenir des précisions à ce sujet.

Activités d'investissement

Pour le trimestre clos le 30 juin 2024, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont augmenté de 1 984,7 M\$ par rapport aux flux de trésorerie provenant des activités d'investissement du trimestre clos le 30 juin 2023 de 1 318,3 M\$, pour s'établir à 666,4 M\$. Cette hausse s'explique essentiellement par le recul de 1 576,4 M\$ du produit des dessaisissements, par l'augmentation de 381,6 M\$ des dépenses au titre des acquisitions et des placements et par la hausse de 21,8 M\$ des dépenses d'investissement, en grande partie en raison de la croissance des activités.

Pour le semestre clos le 30 juin 2024, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont augmenté de 1 896,9 M\$ par rapport aux flux de trésorerie provenant des activités d'investissement du semestre clos le 30 juin 2023 de 836,6 M\$, pour s'établir à 1 060,3 M\$. Cette hausse s'explique essentiellement par le recul de 1 576,4 M\$ du produit des dessaisissements, par l'augmentation de 269,0 M\$ des dépenses au titre des acquisitions et des placements, par la diminution de 12,4 M\$ du produit de la cession d'actifs et autres et de la hausse de 47,4 M\$ des dépenses d'investissement, en grande partie en raison de la croissance des activités. La hausse a été contrebalancée en partie par les distributions de 8,3 M\$ reçues des coentreprises.

Activités de financement

Pour le trimestre clos le 30 juin 2024, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont augmenté de 1 946,6 M\$ par rapport aux flux de trésorerie affectés aux activités de financement du trimestre clos le 30 juin 2023 de 1 575,0 M\$, pour s'établir à 371,6 M\$. L'augmentation s'explique principalement par la hausse de 1 979,6 M\$ de la variation nette de la dette à long terme, contrebalancée en partie par la hausse de 16,8 M\$ du paiement de la contrepartie éventuelle et des retenues, par l'augmentation de 5,4 M\$ des frais de financement et par l'augmentation de 3,8 M\$ des obligations locatives.

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement se sont établis à 436,6 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2024, ce qui représente une augmentation de 1 724,8 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2023. L'augmentation s'explique principalement par la hausse de 1 771,7 M\$ de la variation nette de la dette à long terme, par l'absence de 15,7 M\$ au titre du remboursement de billets amortissables survenu au cours du semestre clos le 30 juin 2023 et par une diminution de 6,3 M\$ des frais de financement. Cette hausse a été contrebalancée en partie par une augmentation de 23,7 M\$ des paiements au titre des obligations locatives, par une hausse de 23,7 M\$ du paiement net à la résiliation d'ententes de couverture et par la hausse de 15,5 M\$ du paiement de la contrepartie éventuelle et des retenues.

Sources de liquidités disponibles

Le tableau suivant présente un sommaire de notre trésorerie et des montants disponibles aux termes de notre facilité de crédit renouvelable aux dates indiquées :

	Au 30 juin 2024	Au 31 décembre 2023
Trésorerie disponible	134,2 \$	135,7 \$
Montants disponibles aux termes de la facilité de crédit renouvelable ¹⁾	356,5	883,2
	490,7 \$	1 018,9 \$

1) Les montants disponibles aux termes de la facilité de crédit renouvelable correspondent à la capacité globale de la facilité de crédit renouvelable, moins les montants prélevés et les lettres de crédit.

Aux termes de notre convention de crédit renouvelable modifiée et reformulée datée du 4 juin 2024 (la « **convention de crédit renouvelable** »), nous avons accès à une facilité de crédit renouvelable de 1 205,0 M\$ (montant disponible en dollars canadiens et en dollars américains) et à des facilités de crédit renouvelables d'un montant total de 75,0 M\$ US (montant disponible en dollars américains) (collectivement, la « **facilité de crédit renouvelable** »).

Au 30 juin 2024, un montant de 718,4 M\$ avait été prélevé sur la facilité de crédit renouvelable (184,9 M\$ au 31 décembre 2023).

Notre convention de crédit renouvelable comporte des clauses restrictives de nature financière qui prévoient le respect d'un ratio de la dette à long terme nette totale sur le BAIIA ajusté et un ratio de couverture des intérêts (tels que ces ratios sont définis dans la convention de crédit renouvelable).

Le ratio de la dette à long terme nette totale sur le BAIIA ajusté doit être égal ou inférieur à 6,00 sur 1,00 et être respecté pendant quatre trimestres complets à compter de la date de conclusion d'une acquisition significative et, pendant toutes les autres périodes, il doit être égal ou inférieur à 5,75 sur 1,00. Quant au ratio de couverture des intérêts, il doit être égal ou supérieur à 3,00 sur 1,00. Au 30 juin 2024 et au 31 décembre 2023, nous respectons ces clauses restrictives.

Obligations contractuelles

Nos obligations contractuelles se composent de remboursements de principal et d'intérêts sur la dette à long terme, d'obligations locatives et d'autres obligations. Le tableau suivant présente nos obligations contractuelles et nos engagements au 30 juin 2024 :

(en millions de dollars)	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Par la suite
Dette à long terme	9 305,0 \$	10,0 \$	3 409,6 \$	3 079,6 \$	2 805,8 \$
Intérêts sur la dette à long terme	2 138,5	499,3	859,6	518,4	261,2
Obligations locatives	625,1	90,1	232,9	72,5	229,6
Autres	398,8	—	83,6	315,2	—
	<u>12 467,4 \$</u>	<u>599,4 \$</u>	<u>4 585,7 \$</u>	<u>3 985,7 \$</u>	<u>3 296,6 \$</u>

Au 30 juin 2024, nous disposons d'une facilité d'emprunt à terme B (la « **facilité d'emprunt à terme B** ») arrivant à échéance le 31 mai 2027 et portant intérêt au SOFR (taux plancher de 0,500 %) majoré de 2,500 % ou au taux préférentiel des États-Unis majoré de 1,500 %. Après le 30 juin 2024, nous avons modifié la facilité d'emprunt à terme B pour en prolonger l'échéance de quatre ans, soit jusqu'au 3 juillet 2031, et pour réduire le taux d'emprunt applicable, qui est passé du SOFR majoré de 2,500 % au SOFR majoré de 2,000 % ou du taux préférentiel des États-Unis majoré de 1,500 % au taux préférentiel des États-Unis majoré de 1,000 %.

Autres engagements

Nous avons des lettres de crédit en cours totalisant environ 232,7 M\$ au 30 juin 2024 (236,1 M\$ au 31 décembre 2023), qui ne sont pas comptabilisées dans nos états financiers intermédiaires. Ces lettres de crédit ont principalement trait aux exigences en matière de rendement en vertu de nos contrats municipaux et aux garanties financières émises à des organismes gouvernementaux à l'égard de nos permis d'exploitation.

Au 30 juin 2024, nous avons émis des cautionnements de bonne exécution totalisant 1 845,4 M\$ (1 681,7 M\$ au 31 décembre 2023).

5. Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau suivant présente un sommaire des résultats de nos activités pour les huit derniers trimestres clos aux dates suivantes :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	30 juin 2024	31 mars 2024	31 déc. 2023	30 sept. 2023	30 juin 2023	31 mars 2023	31 déc. 2022	30 sept. 2022
Sommaire financier								
Produits	2 060,0 \$	1 801,4 \$	1 882,8 \$	1 890,0 \$	1 943,6 \$	1 799,1 \$	1 821,2 \$	1 831,2 \$
BAIIA ajusté ¹⁾	591,1	455,7	492,2	530,3	540,7	440,5	439,8	473,3
(Perte nette) bénéfice net	(472,3)	(176,5)	(62,1)	18,3	293,8	(217,8)	(219,1)	(183,7)
(Perte) bénéfice par action, de base	(1,31)	(0,53)	(0,21)	—	0,74	(0,66)	(0,66)	(0,55)
(Perte) bénéfice par action, dilué	(1,31)	(0,53)	(0,21)	—	0,72	(0,66)	(0,66)	(0,55)

1) Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés ».

Au cours des huit derniers trimestres, nos résultats ont principalement été touchés par nos initiatives en matière de tarification, le contrôle des coûts, le levier d'exploitation global, les pressions inflationnistes sur les coûts, les acquisitions, les dessaisissements et les activités de financement connexes. En outre, le caractère saisonnier des activités a une incidence sur nos résultats, et ceux-ci tendent à être plus faibles au premier trimestre de l'exercice, en raison principalement des conditions hivernales, qui sont difficiles au Canada, et plus élevés aux deuxième et troisième trimestres de l'exercice, en raison de l'augmentation du volume de déchets générés au cours de l'été dans bon nombre de nos marchés des déchets solides.

6. Principaux facteurs de risque

Nous sommes exposés à un certain nombre de risques du fait des objectifs stratégiques que nous poursuivons et de la nature de nos activités; ils sont énumérés à la rubrique « Facteurs de risque » de notre notice annuelle. Nous sommes également assujettis aux risques financiers suivants :

Instruments financiers et risque financier

Nos instruments financiers se composent de la trésorerie, des créances clients, des dettes fournisseurs et de la dette à long terme, y compris les instruments de couverture connexes. La valeur comptable de nos actifs financiers est équivalente à leur juste valeur.

À l'exception de nos billets en circulation la valeur comptable de nos passifs financiers avoisine leur juste valeur. Le tableau suivant présente la hiérarchie des justes valeurs de ces instruments pour les périodes indiquées :

(en millions de dollars)	Juste valeur au 30 juin 2024			Juste valeur au 31 décembre 2023		
	Prix cotés sur un marché actif (niveau 1)	Données d'entrée observables importantes (niveau 2)	Données d'entrée non observables importantes (niveau 3)	Prix cotés sur un marché actif (niveau 1)	Données d'entrée observables importantes (niveau 2)	Données d'entrée non observables importantes (niveau 3)
Billets	— \$	7 332,4 \$	— \$	— \$	7 087,5 \$	— \$

Le montant net des instruments dérivés est comptabilisé à la juste valeur et classé au niveau 2.

Pour d'autres précisions sur nos instruments financiers, y compris les contrats de couverture, et les facteurs de risque financier connexes, se reporter à nos états financiers intermédiaires.

7. Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Tous les systèmes de contrôle interne, peu importe l'efficacité de leur conception, comportent des limites inhérentes. Ainsi, même les contrôles et procédures de communication de l'information et contrôles internes à l'égard de l'information financière réputés efficaces peuvent uniquement fournir une assurance raisonnable de l'atteinte de leurs objectifs de contrôle à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers. La direction, sous la supervision de son chef de la direction et de son chef des finances, est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne approprié à l'égard de l'information financière de GFL, qui vise à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés selon les IFRS. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2024, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière de GFL qui a eu, ou qui aurait raisonnablement pu avoir, une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

8. Autres

Transactions entre parties liées

Après le paiement du versement semestriel de 2,9 M\$, le principal résiduel impayé relativement au billet à payer à Sejosa Holdings Inc. (une entité contrôlée par Patrick Dovigi) se chiffrait à 5,8 M\$ au 30 juin 2024 (8,7 M\$ au 31 décembre 2023).

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024, nous avons effectué des paiements de loyers à des parties liées totalisant 2,6 M\$ et 5,1 M\$ (2,1 M\$ et 4,0 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023).

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024, nous avons conclu des transactions avec Green Infrastructure Partners Inc. (« **GIP** »), qui ont généré des produits de 7,9 M\$ et de 15,0 M\$ (6,7 M\$ et 12,0 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023) et des débiteurs nets de 10,1 M\$ au 30 juin 2024 (10,9 M\$ au 31 décembre 2023).

Le 26 mars 2024, nous avons fourni une garantie limitée en ce qui a trait à l'obligation de GIP de respecter certaines clauses restrictives aux termes de sa facilité de crédit renouvelable jusqu'à concurrence d'un engagement maximal de 25,0 M\$.

Données à jour sur les actions

Notre capital social autorisé est constitué i) d'un nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne, ii) d'un nombre illimité d'actions à droit de vote multiple et iii) d'un nombre illimité d'actions privilégiées.

Au 30 juin 2024, nous avons 364 726 221 actions à droit de vote subalterne, 11 812 964 actions à droit de vote multiple, 24 967 414 actions privilégiées convertibles perpétuelles de série A (les « **actions privilégiées de série A** ») et 8 196 721 actions privilégiées convertibles perpétuelles de série B (les « **actions privilégiées de série B** ») émises et en circulation. Les actions privilégiées de série A et les actions privilégiées de série B sont appelées collectivement les « **actions privilégiées** ». Toutes les actions à droit de vote multiple émises et en circulation sont détenues ou contrôlées, directement ou indirectement, par des entités contrôlées par Patrick Dovigi.

Au 30 juin 2024, a) les actions privilégiées de série A pouvaient être converties en 27 013 736 actions à droit de vote subalterne, à un prix de conversion de 25,18 \$ US, ce qui représente 6,8 % des actions à droit de vote subalterne émises et en circulation et 5,2 % de l'ensemble des droits de vote en circulation, et b) les actions privilégiées de série B pouvaient être converties en 7 951 890 actions à droit de vote subalterne, à un prix de conversion de 43,89 \$ US, ce qui représente 2,0 % des actions à droit de vote subalterne émises et en circulation et 1,5 % de l'ensemble des droits de vote en circulation. Les porteurs des actions privilégiées ont le droit de voter, comme si la conversion avait eu lieu, à l'égard de toutes les questions soumises au vote des porteurs d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple et, dans la mesure du possible, voteront avec les porteurs d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple comme une seule catégorie. Chaque porteur d'actions privilégiées est réputé détenir, aux seules fins du vote lors de toute assemblée des actionnaires de GFL à laquelle il a droit de voter, le nombre d'actions privilégiées correspondant au nombre d'actions subalternes à droit de vote subalterne dans lesquelles les actions privilégiées enregistrées de ce porteur sont convertibles à la date de clôture des registres aux fins de la détermination des actionnaires ayant le droit de voter à cette assemblée des actionnaires. La priorité en cas de liquidation associée aux actions privilégiées de série A et aux actions privilégiées de série B donne lieu à une désactualisation au taux annuel de 7,000 % et de 6,000 %, respectivement, composé trimestriellement. À compter du 31 décembre 2024 (dans le cas des actions privilégiées de série A) ou du 31 décembre 2025 (dans le cas des actions privilégiées de série B), GFL aura l'option, chaque trimestre, de racheter un certain nombre d'actions privilégiées d'un montant égal à l'augmentation de la priorité en cas de liquidation pour le trimestre. Ce montant de rachat optionnel peut être réglé en trésorerie ou en actions à droit de vote subalterne, au choix de GFL. Si GFL choisit de payer en trésorerie le montant du rachat optionnel pour un trimestre donné, le taux de désactualisation pour ce trimestre pour les actions privilégiées de série A et les actions

privilégiées de série B sera de 6,000 % et de 5,000 % par année, respectivement. Les actions privilégiées sont assujetties à des restrictions de transfert, mais elles peuvent être converties en actions à droit de vote subalterne par le porteur en tout temps. GFL peut également demander la conversion ou le rachat des actions privilégiées à une date antérieure, dans certaines circonstances.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 10 mai 2023, la TSX a accepté notre avis d'intention visant le renouvellement de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« **offre publique de rachat** ») au cours de la période de douze mois débutant le 12 mai 2023 et prenant fin le 11 mai 2024. Un exemplaire de l'avis de GFL annonçant son intention de mettre en œuvre une offre publique de rachat dans le cours normal des activités par l'intermédiaire de la TSX peut être obtenu sans frais en communiquant avec GFL. Aux termes de l'offre publique de rachat, un nombre maximal de 17 867 120 actions à droit de vote subalterne pouvaient être rachetées par GFL, ce qui représentait environ 5,0 % des actions à droit de vote subalterne émises et en circulation au 2 mai 2023. Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2024 et 2023, nous n'avons racheté aucune action à droit de vote subalterne aux termes de l'offre publique de rachat ou de l'offre publique de rachat précédente. Nous n'avons pas renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités à l'expiration.

Renseignements supplémentaires

Des renseignements supplémentaires à l'égard de GFL, y compris nos plus récents rapports annuels et trimestriels, sont accessibles sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca, et sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov/edgar.

9. Méthodes comptables, estimations et jugements comptables critiques

Nous préparons nos états financiers consolidés conformément aux IFRS. Nos principales méthodes comptables et nos estimations, hypothèses et jugements comptables principaux sont présentés dans les états financiers annuels.

Estimations, hypothèses et jugements comptables principaux

La préparation de nos états financiers intermédiaires exige que la direction formule des estimations et des jugements influant sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs, des passifs et des informations à fournir connexes. Par conséquent, les résultats réels pourraient différer des montants estimés à mesure que surviennent des événements déterminants. Les estimations et jugements importants utilisés dans le cadre de la préparation de nos états financiers intermédiaires sont décrits dans nos états financiers annuels.

Depuis la date de notre rapport de gestion annuel, aucun changement significatif n'a été apporté aux estimations, hypothèses et jugements comptables principaux. Se reporter à la rubrique « **Principales estimations, hypothèses et jugements comptables critiques** » de notre rapport de gestion annuel.

Actifs liés aux sites d'enfouissement

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de la dotation à l'amortissement liée à nos sites d'enfouissement pour les périodes indiquées.

	Trimestre clos le 30 juin 2024	Semestre clos le 30 juin 2024	Exercice clos le 31 décembre 2023
Amortissement de la capacité des sites d'enfouissement (en millions de dollars)	80,6 \$	147,7 \$	283,8 \$
Tonnes reçues (en millions de tonnes)	5,7	10,6	20,5
Amortissement moyen des sites d'enfouissement, par tonne	14,1 \$	13,9 \$	13,8 \$

L'amortissement de la capacité des sites d'enfouissement pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024 exclut un montant de 4,3 M\$, qui correspond à l'écart entre le montant de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, calculé au moyen d'un taux d'actualisation sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit, exigé pour l'évaluation de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations dans le cadre de la comptabilisation du prix d'achat, et le montant calculé au taux d'actualisation sans risque exigé pour les évaluations trimestrielles. Cet ajustement comptable n'a pas d'incidence sur les facteurs économiques liés à l'amortissement moyen des sites d'enfouissement par tonne.

Capacité et épuisement des sites d'enfouissement

Au 30 juin 2024, la capacité autorisée restante était de 334,6 millions de tonnes (340,2 millions de tonnes au 31 décembre 2023) pour les sites d'enfouissement que nous possédons et le site d'enfouissement du Québec où nous avons accès à une capacité fixe. Au 30 juin 2024, 19 de nos sites d'enfouissement répondaient aux critères pour faire l'objet d'une expansion probable de la capacité, ce qui représente une capacité additionnelle de 242,3 millions de tonnes (176,7 millions de tonnes au 31 décembre 2023) et, conjointement avec la capacité autorisée restante, correspond à une capacité restante totale de 576,9 millions de tonnes (516,9 millions de tonnes au 31 décembre 2023). En fonction de la capacité totale au 30 juin 2024 et des volumes d'élimination annuels prévus, la durée de vie résiduelle moyenne pondérée des sites d'enfouissement que nous possédons et du site d'enfouissement du Québec où nous avons accès à une capacité fixe est d'environ 27,4 ans (24,6 ans au 31 décembre 2023). D'autres occasions d'expansion pourraient prolonger la durée de vie résiduelle moyenne pondérée de nos sites d'enfouissement.

10. Mesures non conformes aux normes IFRS et indicateurs clés du rendement

Le présent rapport de gestion contient des références à certaines mesures non conformes aux normes IFRS, dont le BAIIA, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté. Ces mesures ne sont pas reconnues par les normes IFRS, n'ont pas de signification normalisée prescrite par les normes IFRS, et il est donc peu probable qu'elles soient comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Par conséquent, ces mesures ne devraient pas être considérées de manière isolée ni en remplacement de l'analyse de notre information financière présentée en vertu des normes IFRS. Nous les utilisons pour fournir aux investisseurs une mesure additionnelle de notre performance opérationnelle et pour faire ressortir les tendances se rapportant à nos principales activités qui pourraient ne pas être apparentes lorsque l'on se fie uniquement aux mesures financières conformes aux normes IFRS. Nous sommes également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties concernées ont fréquemment recours aux mesures non conformes aux normes IFRS pour évaluer les émetteurs. Notre direction a également recours aux mesures non conformes aux normes IFRS pour faciliter les comparaisons de la performance opérationnelle d'une période à l'autre, pour préparer les prévisions et budgets d'exploitation annuels et pour déterminer les composantes de la rémunération de la direction.

BAIIA

Le BAIIA représente, pour la période applicable, le bénéfice net (la perte nette) majoré a) des charges d'intérêts et autres charges financières; majoré b) de l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs liés aux sites d'enfouissement et des immobilisations incorporelles; et majoré/diminué c) de la charge (du recouvrement) d'impôt sur le résultat, dans chaque cas dans la mesure où ils sont ajoutés ou déduits du résultat net. Nous présentons le BAIIA pour aider le lecteur à comprendre le calcul du BAIIA ajusté. La direction n'utilise pas le BAIIA comme mesure de la performance financière.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté est une mesure supplémentaire utilisée par la direction et d'autres utilisateurs de nos états financiers, y compris nos prêteurs et les investisseurs, pour évaluer la performance financière de notre entreprise sans tenir compte des méthodes de financement ni de la structure du capital. Le BAIIA ajusté est également une mesure clé utilisée par la direction avant la réalisation de toute occasion d'investissement ou de financement stratégique. Par exemple, la direction utilise le BAIIA ajusté aux fins de la détermination de la valeur des acquisitions, des occasions d'expansion et des cessions. Par ailleurs, les institutions financières utilisent le BAIIA ajusté pour mesurer la capacité d'emprunt. On obtient le BAIIA ajusté en ajoutant ou en déduisant, selon le cas en fonction du BAIIA, les charges, frais, coûts ou prestations suivants engagés durant la période présentée et qui, de l'avis de la direction, ne sont pas indicatifs de la performance sous-jacente de l'entreprise ou ont une incidence sur la capacité d'évaluer la performance opérationnelle de notre entreprise, notamment : a) (le profit) la perte de change, b) (le profit) la perte à la vente d'immobilisations corporelles, c) (le profit) la perte liée à la valeur de marché sur les contrats d'achat, d) la quote-part (du bénéfice net) de la perte nette des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence pour les entreprises associées, e) les paiements fondés sur des actions, f) le profit (la perte) lié à un dessaisissement, g) les coûts de transaction, h) les coûts d'acquisition et de changement de marque et autres coûts d'intégration (compris dans le coût des ventes lié aux activités d'acquisition), i) la rémunération du fondateur/chef de la direction et j) les autres charges. Nous utilisons le BAIIA ajusté pour permettre la comparaison de notre rendement opérationnel de façon cohérente en reflétant les facteurs et les tendances qui ont une incidence sur notre entreprise. À mesure que nous développons nos activités, nous pourrions devoir composer avec de nouveaux événements ou circonstances qui ne sont pas représentatifs de la performance sous-jacente de nos activités ou qui nuisent à la capacité d'évaluer notre performance opérationnelle.

Marge du BAIIA ajusté

La marge du BAIIA ajusté représente le BAIIA ajusté divisé par les produits. La direction et d'autres utilisateurs de nos états financiers, y compris nos prêteurs et nos investisseurs, utilisent la marge du BAIIA ajusté afin de faciliter la comparaison de la performance opérationnelle de chacun de nos secteurs opérationnels sur une base cohérente qui reflète les facteurs et les tendances touchant nos activités.

Rapprochement (de la perte nette) du bénéfice net avec le BAIIA ajusté

Les tableaux qui suivent contiennent un rapprochement de notre (perte nette) bénéfice net avec le BAIIA et le BAIIA ajusté pour les périodes indiquées.

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2024	Trimestre clos le 30 juin 2023
(Perte nette) bénéfice net	(472,3) \$	293,8 \$
Ajouter :		
Charges d'intérêts et autres charges financières	186,9	164,8
Amortissement des immobilisations corporelles	287,3	237,8
Amortissement des immobilisations incorporelles	110,6	134,0
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	(57,3)	238,9
BAIIA	55,2	1 069,3
Ajouter :		
Perte (profit) de change ¹⁾	5,4	(56,8)
Perte (profit) à la vente d'immobilisations corporelles	0,2	(6,5)
Quote-part (du bénéfice net) de la perte nette des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ³⁾	(11,2)	61,9
Paielements fondés sur des actions ⁴⁾	15,6	15,2
Perte (profit) au dessaisissement ⁵⁾	494,1	(575,0)
Coûts de transaction ⁶⁾	16,2	29,6
Coûts d'acquisition et de changement de marque et autres coûts d'intégration ⁷⁾	1,8	5,3
Rémunération du fondateur/chef de la direction ⁸⁾	10,2	—
Autres	3,6	(2,3)
BAIIA ajusté	591,1 \$	540,7 \$

(en millions de dollars)	Semestre clos le 30 juin 2024	Semestre clos le 30 juin 2023
(Perte nette) bénéfice net	(648,8) \$	76,0 \$
Ajouter :		
Charges d'intérêts et autres charges financières	339,9	329,5
Amortissement des immobilisations corporelles	542,3	477,6
Amortissement des immobilisations incorporelles	219,3	272,8
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	(110,9)	196,8
BAIIA	341,8	1 352,7
Ajouter :		
Perte (profit) de change ¹⁾	80,3	(51,5)
Profit à la vente d'immobilisations corporelles	(1,9)	(6,4)
Perte liée à la valeur de marché sur les contrats d'achat ²⁾	—	104,3
Quote-part de la perte nette des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ³⁾	26,0	82,9
Paievements fondés sur des actions ⁴⁾	72,6	30,2
Perte (profit) au dessaisissement ⁵⁾	494,1	(580,5)
Coûts de transaction ⁶⁾	22,3	41,6
Coûts d'acquisition et de changement de marque et autres coûts d'intégration ⁷⁾	2,3	10,2
Rémunération du fondateur/chef de la direction ⁸⁾	10,2	—
Autres	(0,9)	(2,3)
BAIIA ajusté	1 046,8 \$	981,2 \$

- 1) Se compose i) de profits et de pertes hors trésorerie sur des swaps de devises et de taux d'intérêt conclus dans le cadre de nos instruments d'emprunt, ii) de profits et de pertes attribuables aux variations des taux de change.
- 2) Il s'agit d'un élément hors trésorerie qui correspond à l'ajustement à la valeur de marché de la juste valeur des contrats d'achat.
- 3) Ne tient pas compte de la quote-part du bénéfice net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence pour les projets de GNR.
- 4) Il s'agit d'un élément hors trésorerie qui correspond à l'amortissement de la juste valeur estimative des paiements fondés sur des actions attribués à certains membres de la direction en vertu de régimes de paiements fondés sur des actions.
- 5) Se compose d'une perte ou d'un profit découlant du dessaisissement de certains actifs et d'entreprises non essentielles du secteur des déchets solides aux États-Unis.
- 6) Se composent des coûts d'acquisition, d'intégration et autres coûts, tels que des honoraires juridiques, des frais de consultation et d'autres honoraires et charges engagés dans le cadre d'acquisitions et d'activités de financement conclues au cours de la période. Nous prévoyons engager des coûts semblables dans le cadre d'autres acquisitions dans l'avenir; conformément aux normes IFRS, ces coûts liés aux acquisitions sont passés en charge à mesure qu'ils sont engagés et ne sont pas inscrits à l'actif. Ils sont compris dans les frais de vente et charges générales et administratives.
- 7) Comprennent les coûts liés au remplacement de la marque sur le matériel acquis dans le cadre d'acquisitions d'entreprises. Nous nous attendons à engager des coûts semblables dans l'avenir dans le cadre d'autres acquisitions. Ces coûts font partie du coût des ventes.
- 8) Correspond à un paiement partiel en trésorerie versé au fondateur et chef de la direction lequel paiement a été réglé au moyen de l'émission d'unités d'actions subalternes au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, comme il est mentionné à la rubrique portant sur les autres formes de rémunération (All Other Compensation) de la circulaire d'information de la direction de 2024 (en anglais seulement).